

Contribution du Conseil de développement durable de la Métropole
du Grand Nancy

Faire émerger les conditions d'écriture d'un nouveau contrat social avec les citoyens



Le grand **débat national**

Synthèse
15 mars 2019

[[WWW.cartodebat.fr/granddebat/](http://www.cartodebat.fr/granddebat/)]



SOMMAIRE

1 - Contexte

2 - Méthodologie

1. Différentes modalités de recueil de paroles pour un corpus exhaustif et représentatif
2. Le recours à un outil numérique et à l'intelligence artificielle est un facilitateur, non un prescripteur
3. Pour une éthique des paroles : regards croisés entre sociologie et sémiologie

3 - Analyse sémiologique et sociologique

1. Profilage des interventions
2. Thématiques et propositions majeures
3. Analyse des « formats de parole »
4. Analyse des « effets » à prendre en compte lors des débats
5. Paradoxes du Grand Débat

4 - La **Manufacture des solutions**, analyse partielle des propositions recueillies dans les réunions publiques d'initiatives locales co-animées par le Conseil

5 - Conclusion

1 - Contexte

Rebondir et continuer à faire émerger les conditions d'écriture d'un nouveau contrat social avec les citoyens

*« Le conseil de développement, est l'instance participative autonome des Établissements publics de coopérations intercommunale de plus de 20.000 hab. (cf. loi NOTRe art.88). Il est constitué de bénévoles issus de la Société civile. Acteur auprès des élus de proximité dans la construction du projet de Société, il œuvre à faire vivre la démocratie citoyenne et peut jouer un rôle d'animateur du territoire en soutien aux forces vives locales. Il est question de **Démocratie continue**. »*

En 2017, dans le travail que nous avons initié avec le CESER et les Conseils de Développement du Grand Est « Vers de nouvelles formes d'expressions citoyennes », nous mettions l'accent sur 3 points

- Le désenchantement citoyen face à une démocratie devenue un objet « technocratique sans âme et vide de sens » fait le terreau des visions extrémistes.
- L'urgence est de relier les citoyens au projet de société, à la fabrique de la décision, et même à l'évaluation de son application. Il faut retisser des liens de confiance entre les acteurs de la démocratie représentative et participative.
- Le risque est dans les raccourcis en terme de méthode de travail avec les citoyens ; telle l'interpellation individuelle et directe sans débat, sans construction collective. La tendance à la démocratie du Clic, présentée comme innovante, engendre la prolifération d'outils de mesure des émotions, en envahissant l'espace et en trompant élus et citoyens sur la qualité démocratique.

En 2018, dans le propos d'ouverture des Rencontres Nationales des Conseils de Développement à Sète, nous évoquons la nécessité d'allier aux transitions écologique, sociale et économique, **une transition démocratique audacieuse**, c'est à dire une remise à plat complète de nos processus de fabrique de la décision et du projet de société.

Quelques semaines plus tard, avec une soudaineté surprenante, surgissait l'expression inédite des gilets jaunes par l'étincelle d'une décision semblant pourtant relever du bon sens, la création d'une nouvelle taxe sur les carburants, affichée pour financer la transition écologique mais au final partiellement affectée.

Qu'avons-nous manqué pour en arriver là ? Le constat d'échec relève certainement d'un déficit de compréhension, en l'absence depuis des décennies, de méthodes d'écoute et recueil d'expressions des citoyens pour une fabrication plus éclairée et partagée de la décision.

Incontestablement, l'avènement des mouvements des gilets jaunes percute en outre les velléités citoyennes pour une nouvelle forme de démocratie participative. Cette aspiration au changement s'exprime aussi et depuis quelques mandats, par une désaffection grandissante pour se déplacer aux urnes, ou un affichage décomplexé en faveur des mouvements populistes extrêmes. Pour répondre à la défiance que leur inspirent les édiles, les citoyens souhaitent désormais devenir partie prenante des processus de décision aux côtés des décideurs politiques. Il est question de **Démocratie de construction**.

Alors nous avons toujours en tête ce propos, qui prend plus que jamais son sens aujourd'hui, de Jean-Paul Delevoye en 2012, devant les Conseils de Développement à Nantes. Il était alors président du CESE.

" Il faut changer notre façon de voir le monde de demain. L'une des questions que nous devons nous poser, nous qui sommes à la tête d'une association, d'une entreprise, d'un pouvoir ... est la suivante : comment être suffisamment intelligents, lucides et objectifs pour accepter d'ouvrir un débat dont une des finalités sera peut-être la remise en cause de la structure qui assure notre pouvoir, notre rémunération et notre statut social ? Si nous n'avons pas cette capacité d'intelligence objective de mettre notre pouvoir au service d'un projet, il apparaîtra probablement des forces nouvelles, et notamment citoyennes, qui contourneront le système. Notre société peut aller vers le pire ou le meilleur et notre responsabilité est d'appuyer les ressorts qui peuvent nous amener vers le meilleur. Mais si nous sommes calculateurs, si nous préférons notre petit intérêt et nos petits courts termes, le pire peut arriver."

La réponse du Président de la République à la colère d'une grande partie de la population - dans la mesure où les quelques milliers de personnes descendues dans la rue recueillaient le soutien de 60% des Français - est un Grand Débat National. Il a été, pour une période de 2 mois jusqu'au 15 mars 2019, le théâtre de la participation citoyenne dans toute sa complexité.

Il y avait donc une réelle urgence à débattre, à changer de référentiel, à ne pas nous complaire dans nos certitudes, à inoculer de l'empathie et de l'humilité dans nos constructions sociales ... Et surtout à ne pas manquer ce rendez-vous, tant dans la méthodologie que dans ce qui en ressortira. Il fallait nous mettre en position, dans **un processus d'intelligence collective inédit, de créer les conditions de rédaction d'un nouveau contrat social.**

C'est donc le choix du Conseil de Développement durable du Grand Nancy : voir le verre à moitié plein. Afin de garantir l'émergence de tous les points de vue et surtout les mettre en débat entre le plus grand nombre, nous avons provoqué, animé et co-animé le maximum de débats sur la Métropole, mais également sur le bassin de vie pour associer les territoires périurbains et ruraux.

Ainsi, le Conseil de développement a fait émerger, par une méthode d'échanges bienveillants, libres et fraternels, les questionnements et inquiétudes des citoyens. Sa méthodologie détaillée dans le document, a permis de **garantir l'éthique du débat et la diversité des prises de paroles**, de poursuivre plus largement en s'appuyant sur une plateforme numérique, et d'y associer d'autres travaux comme ceux menés par les radios locales, mais aussi les cahiers de doléances que des Maires ont accepté de nous confier. Notre démarche éthique s'appuie sur l'expertise du sociologue Hervé MARCHAL Professeur à l'Université de Bourgogne et de la sémiologue comportementaliste Elodie MIELCZARECK, intervenante auprès des médias nationaux.

Leurs analyses nous permettent de comprendre qui s'exprime, de quelle(s) manière(s) et avec quelle(s) intention(s). Cela nous paraît être le minimum d'ambition avant de prétendre aller plus loin.

En contact avec une structuration locale de gilets jaunes, notre méthodologie a consisté, dans une phase d'expérimentation, à réunir ce public avec les membres de notre Conseil de Développement, avant de travailler avec TOUS les citoyens.

Un temps fort et fondateur pour la suite, avec comme seule règle : bienveillance et fraternité.

Il nous a aussi semblé que ce temps du Grand Débat était trop court pour un travail complet et suffisamment éclairant, et que le recueil des expressions citoyennes tout comme leur analyse méritaient de se prolonger dans le temps.

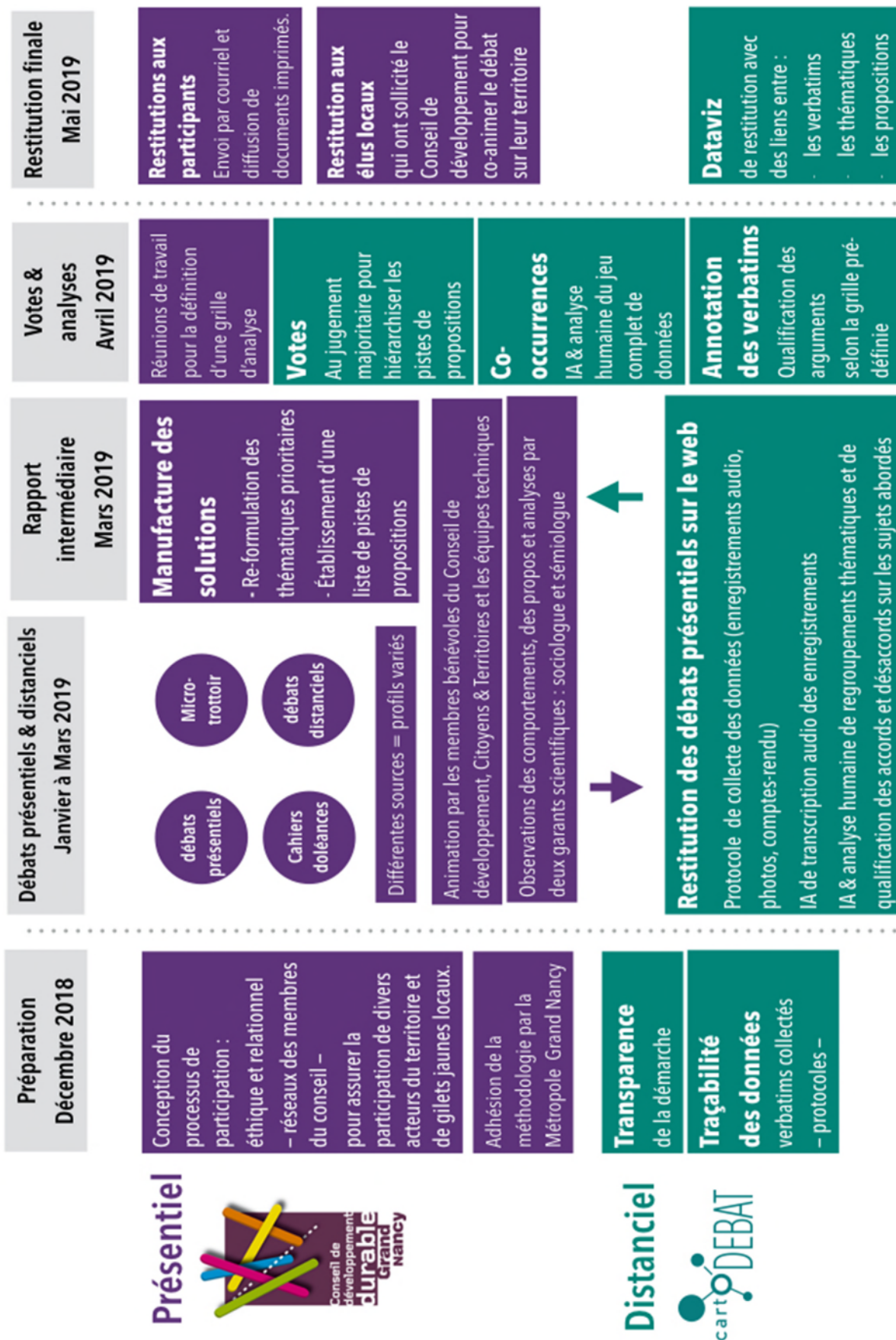
Alors, dans un second temps et suite à la présente contribution, nous entendons poursuivre le travail et livrer plus tard une seconde contribution, beaucoup plus fine en

terme d'analyse des *verbatim*, plus profonde en terme de compréhension des paradoxes qui surgissent dans le débat, et clairement plus démocratique en terme de choix et de territorialisation des solutions.

Une interrogation subsiste, concernant la finalité de toute cette matière au niveau national et la traduction qui en sera faite, notamment pour que tous les élus, jusqu'au niveau local, se l'approprie.

Ces outils de la République que sont les Conseils de Développement, et qui fêtent cette année leurs 20 ans, sont à la bonne échelle. Ils peuvent et doivent devenir, en évoluant dans leurs pratiques, et par leur capacité à créer les liens avec les autres instances participatives que sont le CESE, les CESER et les Conseils Citoyens, de multiples espaces permanents de réflexion et de co-construction du projet de société : **des lieux apaisés de rencontres entre citoyens, entre élus et citoyens, pour écrire le nouveau contrat social dont nous avons besoin.**

2 - Méthodologie

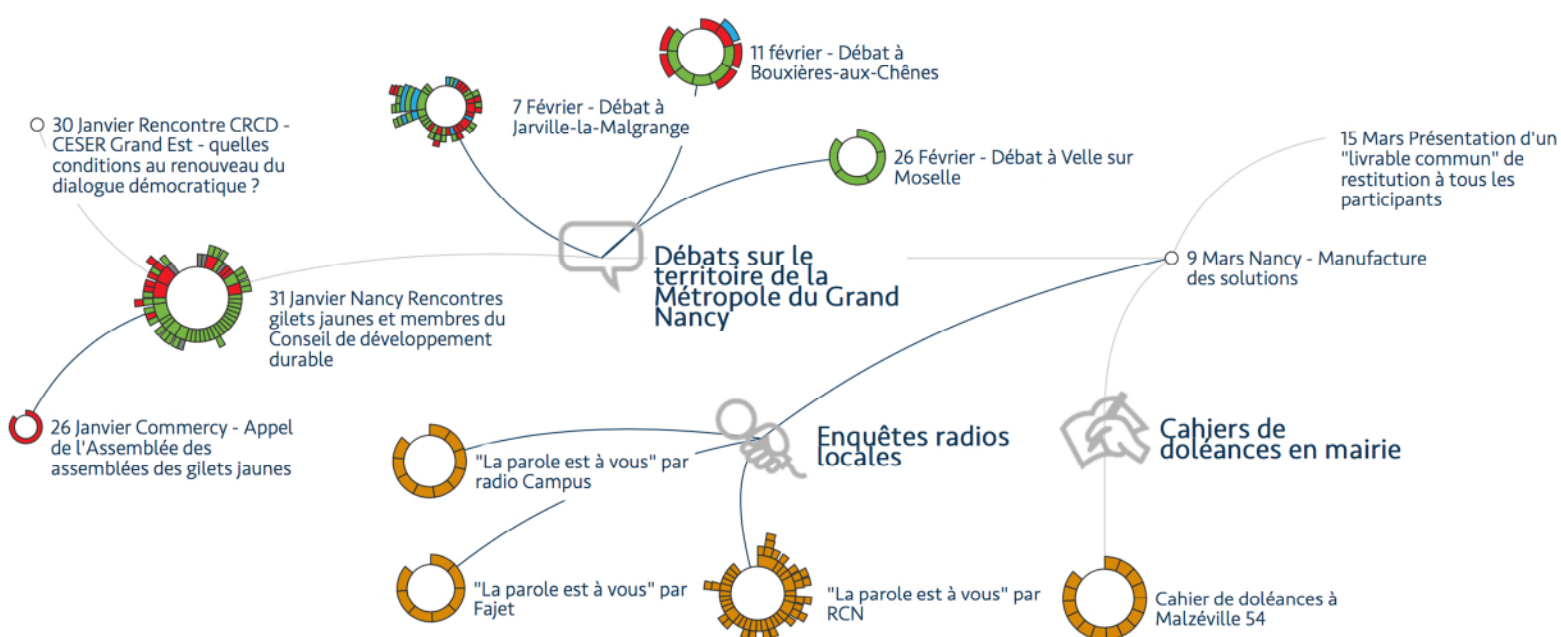


2.1. Différentes modalités de recueil de paroles pour un corpus exhaustif et représentatif

a. Volontairement, le Conseil de développement de la Métropole du Grand Nancy a mis en place différentes modalités complémentaires pour recueillir la parole des citoyens :

- **Des réunions en présentiel**, organisées autour de modalités participatives :
 - o Le « Bâton de parole » : chacun peut s'exprimer sur le thème qui lui est proposé, pour le valider ou l'invalidier ;
 - o Le « World café » : travail en sous-groupe, avec un griot par table pour rapporter les propositions en lien avec le thème de cette même table ;
- Une restitution en ligne de ces réunions : toutes les *verbatim* produites sont visibles sur **la plateforme cartodebat.fr/granddebat**. A noter que le débat peut se poursuivre sur cette plateforme, les citoyens pouvant réagir et argumenter à partir des *verbatim* produits lors des séances en présentiel.
- D'autres sources ont également été ajoutées, afin de répondre à une parole citoyenne représentative :
 - o La rencontre entre le CESER et les Conseils de développement du Grand Est
 - o Les **micro-trottoirs** réalisés par trois radios locales, Radio Caraïb Nancy, Fajet et Radio Campus ;
 - o L'Assemblée des assemblées des **Gilets Jaunes** ;
 - o Les **Cahiers de doléances** en mairie.

b. Voici l'**infographie visuelle** (en cours de débat), présente sur la page d'accueil et qui rend compte des différentes modalités de recueil de paroles citoyennes, avec les lieux et dates de ces événements :



c. Les corpus produits correspondent donc à l'exigence d'un travail méthodologique rigoureux en répondant aux trois critères sémiologiques principaux :

- **D'homogénéité** : le corpus analyse une même matière verbale, la langue française parlée des citoyens¹ ;
- **De synchronie** : le recueil a été effectué sur une période précise, allant de janvier 2019 à mars 2019² ;
- **De pertinence** : les données sont à la fois exhaustives et représentatives. Insistons sur ce dernier point. Le parti-pris du Conseil de développement durable du Grand Nancy a permis de réunir une pluralité de paroles renvoyant à différentes catégories sociales et à différents individus ayant chacun leurs propres vécus. En plus des réunions locales et présentesielles, il est déterminant de noter la présence de paroles plus singulières et plus difficilement présentes au sein de ces réunions locales :
 - o **La parole des « jeunes »** : une absence contrebalancée par la matière recueillie par les radios locales (Radio Caraïb Nancy, Faget, Radio Campus et un débat organisé par le Conseil de la Vie Etudiante de la Métropole du Grand Nancy - CVE) ;
 - o **La parole des « méfiants » et des « contestataires »**³ : souvent peu enclins à participer à des regroupements organisés par des représentants de l'Etat ;
 - o **La parole des Gilets Jaunes** : plus nombreux sur les ronds-points que dans les réunions « politiques »⁴. Une absence contrebalancée par la matière recueillie lors de l'Assemblée des assemblées des Gilets Jaunes et des autres réunions animées ou co-animées par le Conseil de développement. Une relation de confiance établie a permis une participation d'un certain nombre de Gilets Jaunes.

A ce titre, la démarche du Conseil de développement a été la pierre angulaire permettant le recueil de données fiables à analyser, croisant les différents types de paroles correspondant à des «catégories sociales» complémentaires (voir ci-dessus). **Egalement des paroles représentant des « territoires géographiques » différents** : du Bassin de vie de Nancy, Bouxières-aux-Chênes (commune rurale en proche périphérie). Une richesse de points de vue indispensable à cette synthèse du Grand Débat. Par ailleurs, notons le dynamisme de certaines communes de la Métropole dans leur volonté de co-animer les Débats, en intelligence collective avec le Conseil de développement, mais aussi celle du Conseil Citoyen d'un quartier prioritaire des Nations à Vandoeuvre. Enfin, notons les **rencontres organisées par des structures pour lesquelles les publics étaient moins représentés dans les réunions**. Une initiative permise par la démarche du Conseil de développement, incluant les paroles du GDN (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) avec des femmes en difficultés, le Conseil de la Vie Etudiante avec des étudiants, Radio Caraïb Nancy avec le public du quartier prioritaire du Plateau de Haye).

¹ « (...) le corpus doit être aussi homogène que possible ; d'abord homogénéité de la substance ; on a évidemment intérêt à travailler sur des matériaux constitués par une seule et même substance (...) la réalité cependant présente le plus communément des substances mêlées. (...) on acceptera donc des corpus hétérogènes mais en ayant soin alors d'étudier soigneusement l'articulation systématique des substances engagées (...) c'est-à-dire de donner à leur hétérogénéité même une interprétation structurale. » Roland BARTHES. *L'Aventure sémiologique*. Paris : Editions du Seuil, réédition 1985, p 82.

² « Sans entrer ici dans le débat de la synchronie et de la diachronie, on dira seulement que, d'un point de vue opératoire, le corpus doit serrer d'aussi près que possible les ensembles synchroniques, on préférera donc un corpus varié mais resserré dans le temps à un corpus étroit mais de longue durée » Roland Barthes, *Op. Cit.*

³ Voir la typologie analytique proposée en partie 3-

⁴ Voir les paradoxes énoncés en partie 3-

2.2. Le recours à un outil numérique et à l'intelligence artificielle est un facilitateur, non un prescripteur

a. **Devant l'exhaustivité des données**, plusieurs milliers de mots et centaines de verbatim, le recours à un outil numérique a été décidé. Dans le cadre du Grand Débat organisé par le Conseil de développement, c'est la plateforme CartoDÉBAT qui a été choisie.

Trois motivations principales président au recours de l'informatisation des données :

- Garder une **trace écrite** de ce qui été prononcé et dit en présentiel ;
- Permettre un **lieu de débat et d'argumentation virtuel**, c'est-à-dire à distance et dans une temporalité plus large que celles des réunions en présentiel ;
- Garantir un lieu d'**expression anonyme** pour tous les citoyens qui le souhaitent.

b. **En tant qu'analystes**, nous souhaitons alerter sur les dangers d'une orientation idéologique des propos. Bien que nécessaire, l'utilisation de logiciels ne doit pas être le seul garant de la parole déposée et retranscrite. **Les algorithmes aussi peuvent être idéologiques** : « Cessons de penser que les algorithmes prennent des décisions ; ils ne font qu'exécuter les choix de ceux qui les ont écrits. »⁵. Il est donc nécessaire que le recueil et l'analyse des données soient encadrés, notamment par des **spécialistes des sciences humaines** : les mots et les comportements, « Le retour au texte est seul garant de l'interprétation »⁶.

c. **Afin de résoudre ces problèmes d'orientation idéologique**, le Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy a décidé de :

- Faire appel à **deux spécialistes**, l'un en sémiologie, l'autre en sociologie ;
- Laisser un temps d'échange nécessaire entre citoyens, notamment lors des réunions présentes, pour **valider ou invalider les thèmes proposés**. Les citoyens ont pu donc eux-mêmes reformuler les questions, et aborder les thèmes de leurs préoccupations et peuvent continuer à le faire, la plateforme CartoDÉBAT ne fermant pas au 15 mars.
- **Le rôle des animateurs est également central**. Les membres du Conseil de développement durable ont garanti une impartialité en recueillant les propos « à chaud » sous forme de synthèses construites autour des propositions des différentes tables. Les synthèses de chaque table ont été enregistrées de manière audio. C'est ce qui a permis l'analyse par des logiciels.

⁵ Hugues Bersini, docteur en génie nucléaire et professeur en programmation et IA.

⁶ Article du Monde signé par des linguistes https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/04/grand-debat-le-retour-au-texte-est-seul-garant-de-l-interpretation_5431100_3232.html

2.3. Pour une éthique des paroles : regards croisés entre sociologie et sémiologie

a. L'analyse sociologique et sémiologique comporte ici deux volets :

- **Une observation en direct et en actes des débats** afin de comprendre ce qui se joue dans les débats et les conditions à mettre en œuvre pour que le grand débat national en soit vraiment un. L'analyse a porté sur les prises de parole, la place des animateurs et des habitants, les façons de présenter les consignes, les questions ainsi que les règles minimales à respecter. Elle a également porté sur les espaces, les postures corporelles, la disposition des tables et des panneaux... Enfin, le regard se porte sur les modalités de coexistence de personnes semblables ou différentes sur le plan culturel, les conditions de réussite des rencontres, les frottements heureux ou malheureux....
- **Une analyse a posteriori plus approfondie** afin de saisir les logiques d'expression, les profils typiques des participants, les formats de parole réellement à l'œuvre, les récurrences au niveau des contenus mis en avant. L'objectif a été également de veiller à ce que les animateurs ne projettent pas leurs propres visions du monde, des choses et des autres en substituant à la parole citoyenne leur propre parole autorisée. Parallèlement, on l'a vu, il a été question de réfléchir aux présupposés, postulats, représentations qui président à la mise en place de la plateforme numérique de CartoDÉBAT. Enfin, la boîte à outils des sociologue et sémiologue est ici mobilisée pour donner du sens et y voir plus clair parmi toutes les données recueillies, comme on le verra.

b. Il est important d'aborder la question du langage, centrale au dispositif du Grand Débat lancé par le Président de la République. Ferdinand de Saussure⁷, père de la linguistique moderne, distinguait :

- Le **langage** : **capacité universelle** et « innée », qui permet aux humains de communiquer entre eux grâce à un système organisé ;
- La **langue** : **apprentissage** qui s'acquiert, à partir d'un certain nombre de **règles normatives**, concernant le lexique (les mots) et la grammaire (les règles de fonctionnement).
- La **parole** : utilisation concrète de la langue **propre à chaque individu**.

Il est nécessaire de rappeler ces définitions pour comprendre les enjeux de normativité et de légitimité posées par le débat. En effet, le cadre est spécifique (salle, organisateurs maîtrisant la langue française, prise de parole devant de nombreuses personnes) et peut jouer le rôle d'inhibiteur dans l'expression de l'individu. Il a donc été primordial de rappeler à tous les participants la vision linguistique de la langue : un objet vivant qui n'existe que parce qu'elle est parlée par des individus. Autrement dit, rassurer les personnes sur le degré de normativité attendue, hors de la langue du dictionnaire, sans jugement moral sur les « fautes » ou « manières » de s'exprimer. C'est ce que nous appelons « une éthique des paroles » qui permet de respecter le degré d'engagement et d'expressivité propre à chacun. Nous partageons tous la même langue, mais nos paroles sont différentes.

c. Ce que l'on souhaite recueillir dans ce Grand débat national, c'est la **parole de l'individu**. Ce point est intéressant à souligner dès que l'on revient sur la distinction conceptuelle établie en linguistique entre la langue et la parole. Alors que la langue renvoie à des conventions sociales, générales, impératives et instituées extérieures au

7

SAUSSURE, Cours de linguistique générale. Paris : Payot, 1931.

sujet, la parole est de nature « psycho-physique » et correspond selon Ferdinand de Saussure à un acte « individuel de volonté et d'intelligence »⁸. Dans le contexte politique et sociétal actuel, ce qui intéresse le législateur, c'est bien la parole de l'individu compris comme un acte découlant d'un individu singulier, libre et conscient. L'attendu social est ici focalisé sur un individu au parcours de vie unique, avec ses valeurs ; valeurs qui structurent l'intimité de la subjectivité de chacun. La parole n'est pas imposée, elle est libre, elle est censée refléter l'authenticité du sujet.

Le linguiste Claude Hagège⁹ rappelle combien **« la parole » de l'individu ne peut être réduite à ce que lui impose sa communauté d'appartenance**. Aucune langue par définition commune ne peut effacer la conscience de l'individu : c'est même à travers l'apprentissage d'une langue qu'il acquiert la conscience des variations de registres langagiers constitutifs précisément de sa parole par définition unique et singulière. Si tout le monde parle français dans les débats auxquels nous avons assistés, il reste que tout le monde parle le français d'une façon qui lui est proprement personnelle. D'une langue politique renvoyant par définition au collectif et à l'ordre des discours, nous passons aujourd'hui à une *parole politique* destinée à prendre très au sérieux les souhaits de l'individu-sujet. Dès lors la question se pose de savoir comment conjuguer l'identité personnelle avec l'identité de citoyen...

d. *Une éthique des paroles*, liée forcément à une éthique de la discussion (Habermas), entend prendre en compte toutes les paroles renvoyant à des épaisseurs existentielles uniques, à des vécus singuliers, des expériences sociales diverses qui sont égales dans leur portée politique et leur reconnaissance citoyenne. Il faut prendre acte du fait social selon lequel la parole de chacun est légitime dans une « société singulariste »¹⁰ qui est le théâtre d'un « sacre de l'amateur » via des réseaux sociaux où tout le monde entend s'exprimer sur tout. Le mouvement des Gilets Jaunes est un mouvement qui entend réhabiliter pleinement la parole de chacun et donc toutes les paroles, à commencer par celle des plus silencieux. Lors des observations sociologiques des débats menés au sein de la Métropole du Grand Nancy et de ses alentours, l'individu-sujet précède le citoyen et entend être un citoyen d'abord à partir de ce qu'il est dans sa singularité. « Je suis comme ça et ça c'est moi », telle est la façon avec laquelle on pourrait résumer l'état d'esprit dominant. Mais la légitimité de ses propres revendications vient d'un sentiment de légitimité de soi. Ce point est central car **avec l'entrée dans le mouvement des gilets jaunes s'opère une entrée en légitimité d'individus peu sujets de leur vie jusque-là**. Les individus concernés ne viennent pas tout seul si l'on peut dire, ils viennent avec un mouvement derrière eux, un mouvement identifiable et connu de tous : Les Gilets jaunes. En somme, ce que je demande, ce que je suis et ce que je vis en tant que Gilet jaune, est plus important que mon classement social, mon statut, mes revenus... L'identité sociale de Gilet jaune devient centrale dans la présentation de soi : elle est un support identitaire qui réhabilite socialement l'individu et donne une fenêtre d'expression si importante dans le sentiment même d'exister.

⁸ SAUSSURE, *Op. Cit.*

⁹ HAGEGE, *L'homme de parole*, Paris : Fayard, 1985.

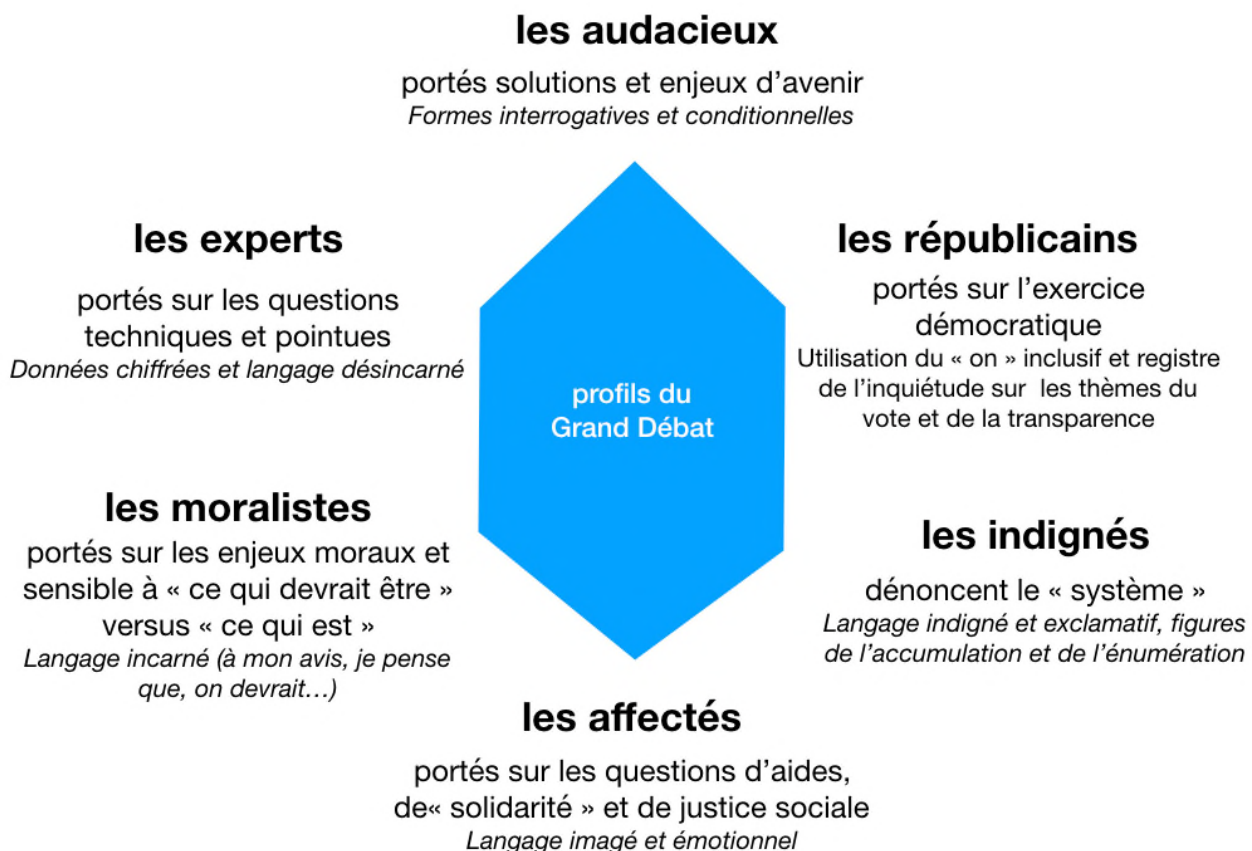
¹⁰ MARTUCCELLI, *La société singulariste*. Paris : Editions Armand Colin, 2010.

3- Analyse sémiologique et sociologique

3.1. Profilage des interventions

Voici 5 profils majeurs qui ressortent des corpus. A noter qu'un individu n'est pas cantonné à un profil, chacun peut changer de profil au cours d'un même débat, selon les thématiques abordées :

- Les **audacieux** : plutôt tournés vers les enjeux d'avenir et les solutions à proposer ; leur langage utilise des tournures interrogatives et conditionnelles ; exemple verbatim : « *Pourquoi on ne développe pas les transports en commun ?* » / « *On pourrait affecter les crédits recherches à la transition écologique en priorité par exemple.* »
- Les **affectés** : plutôt tournés vers les questions d'aide, de solidarité et de justice sociale ; leur langage est imagé et plus émotionnel ; exemple verbatim : « *Mettre des moyens de travail pour les jeunes (...) sinon ils partent en couille, ils fument de la drogue. (...) Des formations, faut les aider. Des centres pour les aider. Ici faut les pousser les jeunes.* » / « *On est obligé d'enlever le pain de la bouche des enfants pour payer l'électricité.* »
- Les **experts** : plutôt tournés sur les questions techniques et pointus ; leur langage utilise des tournures affirmatives et désincarnée, l'utilisation des chiffres est utilisée comme argument d'autorité ; exemple verbatim : « *Le problème de l'optimisation fiscale, c'est environ 150 milliards par an.* »



- [illegible]

3.2. Thématiques et propositions majeures

Voici quelques **propositions majeures à retenir** par catégories thématiques. Ce sont les propositions les plus récurrentes du corpus.

- Sur la thématique de la **fiscalité** : baisser les taxes, baisser la TVA, baisser les impôts sur l'IR, rôle de l'Etat en matière de justice fiscale car lui seul peut intervenir à ce niveau.
- Sur la thématique de la **justice sociale** : rétablir l'ISF, faire payer un impôt aux GAFA, lutte contre la fraude fiscale, contre l'optimisation fiscale, punition aussi pour les gros fraudeurs (justice équitable pour tous), transparence des salaires, supprimer les niches fiscales, on devrait tous payer un impôt même si c'est très peu
- Sur la thématique des **inégalités territoriales** et **déserts ruraux** : développer les transports en commun, augmenter la mobilité, la péréquation (c'est mettre en place tous les systèmes de TER), rendre la ruralité attractive pour les médecins, développer le co-voiturage, partager des voitures électriques; permettre l'accès au numérique (aussi pour les plus âgés), maintien des services publics et à relocaliser dans les campagnes
- Sur la thématique des **prestations sociales** : non plus basées sur le salariat, puisqu'il y a de moins en moins de salariés mais sur la richesse produite, redéfinir la notion de travail, revenu universel, ne pas encourager l'inaction avec le RSA, remise à plat des seuils qui ouvrent un droit à des aides
- Sur la thématique de **l'écologie** : lutter contre le gaspillage énergétique (par exemple l'éclairage la nuit), l'isolation des maisons, avoir plus d'espaces verts et de pistes cyclables, sensibiliser aux problèmes environnementaux, développer R&D avec des crédits de recherche en priorité dans ce domaine, instaurer TVA bio à 15%, taxer le kérosène et fuel maritime, taxer chaque billet d'avion pour financer la transition,
- Sur la thématique de la **Démocratie** : RIC, modification de l'article 3 de la constitution, comptabilisation du vote blanc, mise en place du vote électronique, transparence de l'information, liberté de manifester, donner le pouvoir au peuple, non cumul des mandats, référendum (révocatoire)
- Sur la thématique de **l'éducation** : une éducation pour former à l'esprit critique, de la formation pour tous (pas seulement les cadres), une école qui s'adresse à tous et valorise aussi les métiers manuels
- Sur la thématique des **jeunes / seniors** : reprendre les seniors en entreprise pour qu'ils transmettent leurs compétences aux jeunes. Permettre aux jeunes de faire leurs études dans de bonnes conditions (bourses, coût de la vie moins cher, mobilité plus importante, etc.), pension des retraites à réindexer, suppression des 1,86% de la CSG,
- Sur la thématique du **gouvernement et de l'Etat** : transparence sur les dépenses et recettes de l'Etat, réduire le train de vie des élus, réduire le nombre de parlementaires, réduire le « 1000 feuilles administratif », remise à plat du rôle de l'Etat, des régions et des collectivités, appliquer les recommandations de la Cour des Comptes, développer une véritable politique industrielle cohérente, expliciter le rapport aux institutions européennes

NOTE : De quelques exemples de paradoxes issus directement des propos entendus lors des débats :

- o Volonté de réinstaurer des taxes comme l'écotaxe mais en même temps la volonté de réduire les impôts est souvent exprimée...
- o Le souhait de réduire les impôts n'empêche pas de vouloir plus de services publics...
- o On vante les commerces de proximité mais en même temps on va faire ses commissions dans une grande surface commerciale pas soucieux de gain de temps et de facilité...

- o On vante les commerces de proximité mais en même temps on commande depuis chez soi nombre de produits bon marché depuis des sites de vente en ligne...
- o On veut protéger l'environnement, les terres arables, mais on rêve d'une maison individuelle avec un jardin...
- o On veut en finir avec le gaspillage de l'électricité mais en même temps on veut un éclairage public la nuit dans les villes pour plus de sécurité...
- o On veut instaurer la gratuité pour l'eau, les transports publics ou encore l'électricité sans pour autant voir augmenter certains impôts...

3.3. Analyse des « formats de parole »

Interrogation et doutes : ce format se traduit notamment par des questionnements, des doutes, voire un désappointement quant à d'impossibles réponses à apporter au regard de la complexité des enjeux économiques, financiers, politiques..., quant à un futur plus ou moins vivable. Ici, se donne à voir par exemple une posture de doute quant aux flux d'informations qui sont de nature médiatique, scientifique, existentielle, relationnelle... Que retenir dans tout cela, comment s'y retrouver dans les flux d'informations ?

Mots/expressions significatifs : « Bon, c'est pas facile de... » ; « Comment on fait alors pour s'y retrouver ? » ; « Moi, je ne sais plus à qui me fier ! »

Argumentation assertive et référencée : ce format concerne tout particulièrement celles et ceux qui structurent leur argumentation, formulent des discours logiques pouvant faire intervenir des conjonctions de coordination telles : mais, car, or, d'une part, d'autre part... Par extension, tous les développements structurés faisant intervenir d'autres éléments de coordination (enfin, en outre, par ailleurs, de plus, aussi, ainsi...) renvoient à ce format de parole. De fait, pour argumenter, contredire, insister, exemplifier..., il faut disposer de connaissances, c'est pourquoi cette façon de parler est indissociablement argumentative et référencée. Lors des débats, une grande partie des personnes participant sont engagées (partis politiques, associations...) et elles se sont souvent appuyées sur un tel format de parole pour s'exprimer. Ici, ont joué comme on s'en doute des effets de monopole informationnels et de légitimité institutionnelle (voir ci-dessous), ce qui s'est traduit par une monopolisation de la parole et une absence d'interaction et d'écoute de la part de « sachants », d'où l'importance pour chaque animateur de réguler les tours de parole.

Mots/expressions significatifs : « Au regard des chiffres, on ne peut faire autrement ! » ; « C'est comme ça, il y a la réalité à prendre compte ! » ; « Par conséquent, je ne vois pas comment on peut dire autre chose ! »

Expression émotive et intense : une telle parole se donne à voir lorsque les personnes sont gagnées par leur émotionnel suite à des incompréhensions, des souffrances, un sentiment incoercible d'injustice. Dès lors, le flux de parole gagne en intensité et peut s'imposer à l'ensemble des autres membres du groupe. Ici, le rôle de l'animateur est central pour laisser s'exprimer la personne tout en respectant la dynamique de groupe et donc gérer les frustrations de celui ou de celle engagée dans une parole émotive et intense.

Mots/expressions significatifs : « Ah, moi je vais vous dire, ce que je vis est tout sauf drôle... » ; « Je suis indignée par l'état du monde actuel, je ne peux supporter... »

Morale et prescriptions : ce format de parole renvoie à des prescriptions, à des avis tranchés, à des opinions et autres convictions qu'on voudrait voir davantage partagées. Cette parole est donc souvent liée à des positions morales exprimées clairement, positions se traduisant par des postures normatives ou prescriptives. De même qu'un médecin fait des prescriptions à ses patients, de même le participant au débat énonce des prescriptions à l'endroit des autres citoyens.

Mots/expressions significatifs : « Il faudrait que... » ; « il faut faire comme cela ! » ; « Il est nécessaire de... » ; « Je voudrais que tout le monde... » ; « Il est souhaitable que... »

Réactions : ce format de parole renvoie à des émotions exprimées souvent de façon directe, sans détour, soit pour abonder dans le sens de ce qui a été dit, soit au contraire pour marquer sa réprobation. Pour autant, il peut arriver que dans le cours des énoncés les émotions ne soient pas brutes et se mélangent avec d'autres registres d'expression.

Mots/expressions significatifs : « Ah oui, c'est bien de dire les choses comme ça ! » ; « Bon, ça, je ne peux pas être d'accord avec vous ! » ; « Ok, oui, c'est vrai ! »

Biographies et de témoignage personnel : ce format de parole est fondé sur le récit de soi comme fondement de son rapport au monde, aux autres et à soi-même. Cette posture s'accompagne bien souvent d'un refus d'être récitée par l'autre, d'être raconté par un autre jugé incompétent à comprendre son quotidien avec ses difficultés bien souvent.

Mots/expressions significatifs : « Moi, ça, je l'ai vécu, alors... » ; « C'est ce que je vis, donc c'est pas n'importe quoi ! » ; « Qui êtes-vous pour parler à ma place, vous ne savez pas ce que je vis ! »

Compréhensions et témoignages indirects : ce format de parole est fondé sur le récit de l'autre comme fondement de son rapport au monde, aux autres et à soi-même. Cette posture s'accompagne bien souvent d'un refus de commenter l'autre à sa place sauf quand on le connaît de près et qu'on est témoin de sa vie.

Mots/expressions significatifs : « Moi, j'ai un ami qui a vécu ça... » ; « Je connais une personne qui vit comme ça, donc je sais ce que je dis ! »

Confirmations : ce format vise à s'assurer que ce qu'a dit l'autre correspond bien à ce que j'en ai compris. De telles séquences sont destinées à fonder un accord de compréhension pour ensuite prendre position ou méditer ce qui a été dit tout en étant assuré du sens des propos entendus. Il y a là une marque d'écoute et d'attention à autrui qui apaise bien souvent les discussions.

Mots/expressions significatifs : « Pour bien m'assurer que j'ai compris, pouvez-vous... ? » ; « Vous avez bien voulu dire... ? »

3.4. Analyse des effets à prendre en compte lors des débats

Spatialisation : de tels effets dépendent par exemple de la proximité des tables ou non, de la configuration même du lieu au sein duquel se tiennent les débats, des attributs symboliques de l'espace qui traduisent le pouvoir, la richesse (lustres dorés) ou au contraire la modestie, voire la pauvreté (portes vitrées détériorées...). On a par exemple observé que la proximité des personnes dans une salle de petite taille facilitait les échanges interpersonnels et la personnalisation des discussions.

Animateur : régulation ou non de la parole ? Si la régulation n'est pas forte ou absente, la parole est kidnappée par quelques-uns ou alors d'autres la prennent sans écouter de façon à pouvoir dire quand même ce qu'ils ont à dire. De la régulation de l'animateur vont dépendre les possibilités offertes à chacun à s'exprimer, de se sentir légitimes à parler en étant invités à le faire.

NOTE : La formation et la préparation des animateurs apparaît centrale pour qu'ils habitent leur rôle et en comprennent les tenants et les aboutissants, et à ce titre, l'expérience des membres du Conseil de développement a été déterminante.

Traducteur : ici, le rôle de l'animateur (du griot) est central : relances avec les mots des personnes qui se sont exprimées ou traduction avec ses propres mots au risque de pervertir le propos initial ? Telle est la question fondamentale à ne jamais perdre de vue.

NOTE : Qu'est-ce qui est retenu à l'écrit de la richesse des propos oraux ? On sait que l'écrit rétrécit l'oralité, la simplifie souvent outrancièrement. Celui qui écrit détient ainsi une forme de pouvoir : un pouvoir de traduire et de laisser des traces qui introduit de l'asymétrie au cœur même des débats. L'important est dès lors de veiller à ce que la « raison graphique » (Goody) ne phagocyte pas la richesse des propos oraux. Cela étant, la conjugaison de l'oralité et de l'écriture est ici un avantage et permet de produire un savoir visible et lisible directement tiré des débats.

Effets de nombre : quand les personnes autour d'une table sont plus de 15, le temps s'avère trop court pour que tout le monde s'exprime, la régulation de la parole est plus délicate (des petits groupes peuvent se former temporairement).

Effets de milieu social : en fonction des conditions socio-économiques des discutants, le contenu de leurs propos, les manières de s'exprimer, l'intensité émotionnelle, les mots retenus, la tenue corporelle, les rituels relationnels ou encore l'attention à l'autre différent. Les personnes les plus en difficultés refusent d'être récitées, commentées, comme si personne n'était en mesure de comprendre en profondeur un quotidien peu supportable... Ces mêmes personnes se situent davantage dans l'émotionnel de sorte que mettre fin au débat prend plus de temps. La redescende émotionnelle n'est pas toujours facile à opérer tant elle va de pair avec une parole chargée et intense.

Monopole informationnel : les « sachants », ceux qui ont la chance de disposer au quotidien des bonnes informations, d'y avoir accès facilement du fait de leurs fonctions professionnelles et/ou électorales, imposent des données sur l'état du monde, une objectivité (plus ou moins avérée) qui est synonyme à bien des égards de violence symbolique envers les autres, ceux qui n'ont que leur expérience, leur vécu, leur ressenti... L'objectivité est ici opposée à la subjectivité, la réalité à l'expérience singulière.

Légitimité institutionnelle : les mieux placés dans l'échelle de prestige social affichent souvent un sentiment de légitimité à s'exprimer, à donner leurs opinions, leurs points de vue au point d'abuser d'arguments d'autorité sociale qui ne sont pas plus fondés que les autres mais qui renvoient à l'idée que certains « réussissent » leur vie et pas d'autres. Plus que de représentations de soi, c'est de sentiment dont il est question ici : d'un sentiment d'aise, de sécurité affective, de bien-être avec soi et autrui, de légitimation de soi ou d'acceptation de soi.

3.5. Les paradoxes soulevés par le Grand Débat

Les **thèmes absents** parlent autant que les thèmes présents. Voici le nuage de mots-clefs des termes absents ou très peu présents dans le corpus :



C'est donc à partir de ces deux axes - *in praesentia* et *in absentia* (éléments de corpus présents mais également absents) - que l'analyse révèle un certain nombre de **paradoxes**.

Tout d'abord concernant les paroles des Gilets Jaunes :

- **Par 2 témoignages en marge du débat lors de la phase expérimentale** entre des Gilets jaunes et des membres du Conseil de développement, certains ont intellectualisé le fait que ce n'était pas des intellectuels, alors même qu'ils sont riches de propositions innovantes. Voici une rare convergence sur laquelle tout le monde semble s'accorder : d'un côté « Jojo, le gilet jaune » (citation Emmanuel Macron), de l'autre des Gilets Jaunes qui ont dit dans ce moment présentiel particulier « *je me sens inférieure intellectuellement* », « *j'ai pas les bagages pour être ici* », « *ils intellectualisent beaucoup de choses ici* », « *c'est le rat des villes et le rat des champs* », « *sur le terrain on se sent à l'aise mais sinon inférieur intellectuellement*. » Le rabaissement n'est pas que rationnel, basé sur un critère financier par exemple, il est aussi un rabaissement moral et symbolique. Les « petites phrases » d'Emmanuel Macron ont été retenues, comme si elles avaient été adressées « personnellement ».
- **Non entendus et pourtant les plus visibles.** Les gilets jaunes se perçoivent comme non entendus (*Quand nous accorderont-ils un peu de considération ?*). L'objet gilet jaune joue le rôle d'une cape de visibilité, donnant assurance et légitimité à celui ou celle qui la porte.
- **Ils détestent le mot « politique » mais passe leur temps libre à cela.** « C'est vraiment le mot d'ordre, on ne veut pas qu'il y ait de récupération politique (...) Dans les Gilets jaunes il y a **tous** les bords, même apolitique, et le mot d'ordre c'est : on ne parle pas de politique ». Or venir s'exprimer au Grand Débat est bien un acte politique, au sens étymologique du terme (« qui concerne le citoyen, la cité »).

Concernant les paroles de tous les citoyens qui se sont exprimés :

- **Les français sont européens sans l'être.** L'Europe est une thématique très peu souvent abordée, et lorsque c'est le cas, les connotés associés sont plutôt négatifs. Également un décalage observé : les décisions et directives, notamment écologiques, semblent (devoir) être prises à l'échelle globale européenne, mais les problèmes du quotidien évoqués sont toujours à l'échelle individuelle et donc locale. Les discours des participants retranscrivent ce hiatus, cette disjonction entre :
 - o **Une sphère globale** dont les contours ne sont pas clairement définis (que fait l'Europe ? À **quoi sert-elle** ?), si ce n'est sur des aspects négatifs (la législation européenne « empêchante ») ;
 - o **Une sphère intime** dont les contours sont connus (l'expérience individuelle de chacun) mais dont le champ d'action est très réduit, voire inexistant (c'est l'Europe qui décide de tout)
- Le corpus montre un intérêt certain sur la question démocratique au sens large, et plus spécifiquement sur les outils de la démocratie au sens plus spécifique. Pourtant les problématiques ayant trait à la définition du vivre ensemble n'ont été que très peu abordées, « laïcité » ou « incivilités » par exemple. Autrement dit, **les discussions remettent en cause le cadre mais sans s'interroger sur ceux qui ne sont déjà plus ou peu présents dans ce cadre.** Se pose ici la question des biais de la représentativité. Malgré un corpus volontairement large et les invitations nombreuses, certaines paroles restent minoritaires (les jeunes, les habitants de « cités ») voire absentes (les religieux ou autres identités sociales telles que syndicales, politiques, professionnelles mais aussi ethniques, culturelles etc.). Mais n'écartons pour autant pas le fait que pour les Français, culturellement, rares sont les entrées en matière en précisant son engagement syndical, associatif, religieux ...

4- Manufacture des solutions,

analyse partielle des propositions recueillies dans les réunions publiques d'initiatives locales co-animées par le Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy

Comment mieux accompagner les Français dans leur vie quotidienne pour se loger, se déplacer, se chauffer ?

LOGEMENT

- soutenir une filière de professionnels aguerris aux techniques d'isolation les meilleures, intégrer l'éthique écologique (choix des matériaux, connaissance des méthodes, évaluation des impacts) dans les formations
- soutenir les associations comme Habitat et Humanisme, rénovant des logements pour les mettre en location auprès des familles les plus en difficulté
- mettre en place des politiques incitatives pour investir massivement dans la rénovation thermique des logements (publics et privés)
- informer les citoyens sur le coût et les aides à l'isolation des logements, ainsi que sur les arnaques les plus fréquentes constatées
- aider les citoyens à opter pour les techniques les plus efficaces (rapport efficacité/rentabilité) par un calcul, intégrant de nombreuses données (genre d'habitat, campagne ou ville, âge pour le calcul de l'amortissement de l'investissement etc.), de leurs besoins
- accompagner les personnes les plus fragiles pour les aider à faire un diagnostic écologique complet de leur logement
- imaginer des initiatives groupées de travaux d'amélioration des logements pour économiser les coûts (matériaux, main d'oeuvre...)
- taxer les logements inoccupés
- inventer des nouvelles façons d'habiter dans les immeubles : imaginer des buanderies, des espaces de réception... communs

MOBILITÉ

- soutenir les investissements en recherche et développement pour trouver des alternatives aux véhicules thermiques et dans le même temps trouver un moyen de stocker l'électricité produite
- inciter aux changements de comportement :
 - instaurer un jour en semaine de gratuité des transports et en mesurer l'impact sur la qualité de l'air...
 - développer les outils permettant l'autopartage, le covoiturage pour sortir de l'autosolisme (une voiture/une personne)
 - imaginer des outils spécifiques aux problématiques de déplacement depuis la périphérie des villes et en milieu rural (tram-train, covoiturage, transports en commun à la demande...)
 - développer les parkings relais couplés avec des services pour encourager les navetteurs à ne pas entrer dans les villes en voiture
 - améliorer le cadre de vie pour encourager à la pratique des modes doux (vélos, piétons) pour ceux qui ont peu de distance à parcourir
 - développer l'intermodalité pour le transport des marchandises : fret ferroviaire et fluvial autant que possible

ALIMENTATION

- instaurer une TVA à 15% sur les produits bio, les AMAP etc.
- affecter 50% des recettes des infractions routières de vitesse à l'aide à l'installation des paysans en bio
- appliquer le principe de pollueur/payeur au monde de l'agriculture pour lutter contre l'utilisation des intrants notamment
- appliquer une signalétique sur les produits en vente concernant la provenance et le mode de culture

TRANSITIONS

- intégrer l'équité d'accès aux techniques (isolations énergétique, phonique...), aux services publics (transports en commun...) et outils modernes (applications pour faciliter l'accès au covoiturage, aux informations concernant les petits gestes au quotidien pour moins consommer ou consommer mieux ...)
- aménager la ville en pensant la desserte des transports lorsque des lotissements sont créés
- associer plus amplement la population aux réflexions autour de projets qui vont impacter directement leur quotidien (ses déplacements, ses modes de consommation, ses lieux d'habitation...), créer des ateliers pédagogiques
- limiter les nouvelles constructions pour favoriser le développement de lieux dédiés à l'autosuffisance alimentaire des territoires (autre avantage, garder un poumon vert en ville pour stopper la fuite en périphérie des villes des ménages)
- en dépit d'un assouplissement de la Loi concernant l'accessibilité des logements, des services, des commerces... pour les Personnes à Mobilité Réduite, soutenir et inciter les travaux d'aménagement pour leur permettre une équité d'accès, et une inclusion possible dans la Société
- imaginer de nouvelles solidarités dans les quartiers pour répondre au besoin de mixité sociale des familles et des jeunes pour ce qui concerne le bien vivre ensemble, et le droit à une égalité des chances devant la qualité de l'éducation et de l'accès à l'emploi
- Sortir du nucléaire : expérimenter localement en s'appropriant les actions proposées par la recherche dans ses différentes variantes (associations, collectifs citoyens, scientifiques...)

Rendre la transition incitative pour aider aux changements de comportement

- imaginer des aides pour des amortissements des investissements (isolation des logements, changement de véhicules...) plus courts pour ne pas exclure les biens des plus âgés de la transition. Proposer de manière dégressive à tous les ménages des aides à l'achat.
- Opérer une différenciation territoriale des aides par des évaluations bénéfiques/risques des technologies entrant dans les transitions : voiture électrique (faible recyclage des batteries et production de l'électricité majoritairement basée sur le nucléaire non émetteur de CO₂), éolienne et panneaux photovoltaïques dont la fabrication est fortement émettrice de CO₂ (plots de bétons, transports depuis Chine...) : bénéfices avérés dans les endroits densément peuplés et dont la qualité de l'air est très dégradée par exemple
- Inciter par des bonus à l'achat de voitures hybrides pour agir très rapidement sur la pollution de l'air liée aux véhicules le temps que la voiture électrique devienne plus écologique et plus abordable
- Mettre à disposition des espaces cultivables à l'endroit des familles, des jardins partagés, des jardins citoyens (associatifs)... pour désengorger les listes d'attente

- Recréer des tableaux d'honneur pour les gestes les plus écologiques à l'école, dans les quartiers etc.
- Investir fortement dans la recherche et développement en matière de stockage de l'électricité
- Soutenir le développement de filières locales de valorisation des déchets

Comment faire évoluer la pratique de la démocratie et de la citoyenneté ?

ÉDUCATION

- Développer les formations en instruction civique dans les écoles mais également auprès de tous les publics. Expliciter les compétences de la Métropole et des communes, ...
 - Ce rôle pourrait être dévolu aux élus afin qu'ils expliquent leurs actions et les retombées locales (exemple député européen et retombée pour le grand Nancy ...), faire part des projets et prendre le pouls des populations avant de voter un projet ou une loi
 - Une bonne connaissance permet une meilleure implication des citoyens et favorise le vote
 - Inclure de l'éducation à l'esprit critique à l'école pour lutter contre la prolifération des fake news prises « pour argent comptant » par les plus jeunes sur les réseaux sociaux.
 - Revoir la communication plus « institutionnelle » pour retrouver de la crédibilité auprès des plus jeunes
- Développer le bilinguisme pour les élèves et les étudiants dans notre région transfrontalière pour offrir des débouchés. Comme ce qui se fait outre Rhin dans la "Französische Strategie"
- Eviter l'échec scolaire
 - développer la mixité sociale, éviter l'hyperconcentration et l'accumulation des populations fragiles dans certains quartiers,
 - revoir la carte scolaire.

ÉTUDES

- Aider à une bonne orientation, mieux faire connaître les filières dans les écoles, lycées, collèges pour permettre une ouverture sur des métiers porteurs
 - aider les enfants des familles les moins favorisées qui sont les plus éloignés des études longues ...
- Instaurer le droit à l'expérimentation/à l'échec en développant des passerelles entre filière technique et filière généraliste, permettre une réorientation en cours de cursus
- Réévaluer les coûts des études supérieures dans le public, faire payer le juste prix aux familles les plus aisées et augmenter de façon significative les bourses pour permettre à tous de poursuivre des études
- Ouvrir les bibliothèques 24/24, les salles de langues dans les universités... en dehors des heures de classes pour tous.

APPRENTISSAGE

L'éducation est un investissement pour un territoire.

- Créer/renforcer des liens entre entreprises et grandes écoles/universités/lycées professionnels en développant des contrats d'apprentissages, une bourse métropolitaine pour développer l'attractivité du territoire (engagement réciproque étudiants/entreprises) et

fixer les étudiants formés sur le territoire. Si les entreprises offrent des débouchés les étudiants viennent plus facilement et restent après leur formation.

- Individualiser les compétences des élèves dès le plus jeune âge. L'école ne pouvant pas prendre en charge toutes les activités, développer et soutenir les associations pour soutenir cet accompagnement personnalisé.

FORMATION PROFESSIONNELLE

- Localement nous disposons d'un patrimoine industriel fort dans les métiers d'art (verre, bois, céramique ...).
 - mieux faire connaître nos savoirs faire spécifiques pour attirer des étudiants lorrains et extérieurs sur notre territoire
 - développer ces formations dont les savoirs faire sont très demandés car ils offrent des débouchés professionnels très importants

CULTURE

- Gratuité des lieux culturels à certaines périodes (créneaux hebdomadaires) à l'image des journées du patrimoine
 - désacraliser la culture, faciliter l'ouverture d'esprit, la connaissance
- Incitation/obligation de décentraliser dans le bassin de vie de Nancy des manifestations et événements culturels en conditionnant par exemple l'obtention de subventions et de financements pour l'opéra, le théâtre....Un spectacle à l'opéra qui serait joué également dans de plus petites salles.
 - faciliter l'accessibilité et diffuser la culture pour des personnes éloignées physiquement et ou financièrement des grandes salles, casser l'isolement. Possibilité pour les maisons de retraite, les hôpitaux, collège ... de se rendre dans ces salles décentralisées et souvent nombreuses dans les villes moyennes et villages....

LAÏCITÉ, garante de la cohésion nationale

- Meilleur contrôle par l'Etat de la cohérence des pratiques des chefs religieux avec les valeurs de la République
- Trouver des passerelles de communication entre communautés de religions différentes pour faire évoluer les lectures les plus orthodoxes vers des formes de pratique plus modernes
- Ne pas confondre coutumes locales issues de la culture judéo-chrétienne de la France, comme fêter la Saint Nicolas dans les écoles, et prosélytisme

« Comment ré-inventer la relation élus-citoyens ? Remise à plat des outils locaux de démocratie participative »

Constat : l'actualité renvoie à un questionnement radical sur la démocratie en France aujourd'hui et à venir. Un nouveau modèle, une nouvelle gouvernance est à inventer.

LES ÉLUS

- réduire la distance avec les citoyens :
 - organiser des rencontres régulières

- dans le cas d'un recours à de la démocratie directe, ne pas laisser croire que la décision finale revient au citoyen
- rendre permanentes les démarches de consultation autour des cahiers de doléances
- supprimer le Sénat et instaurer un binôme paritaire chez les députés (1 sur le terrain, l'autre dans l'hémicycle)
- formaliser les protocoles de prise de décision
- remettre en question les modèles de rapport homme/femme et faire que les temps consacrés à la gestion des enfants et du foyer soient mieux répartis au sein de ménages pour laisser aux femmes des espaces de participation à la vie de la cité, la vie politique de leur territoire. Imaginer des adaptations des systèmes de garde d'enfants notamment pour les ménages monoparentaux majoritairement féminins, des décharges de temps pour tous les actifs
- institutionnaliser un statut de l'élu local pour qu'il puisse se consacrer aux affaires de la cité à plein temps avec 2 mandats non renouvelables mais une retraite complète et reclassement dans son ancien métier avec avancement.
- retrouver la confiance des citoyens :
 - éviter l'écueil du vote "d'appareil" en organisant des temps de concertation avec les citoyens sur les projets pour se faire un avis et voter les délibérations en conscience
 - intégrer le citoyen dans la gestion des affaires de la cité ; informer, co-construire, co-gérer etc.
 - "moralisation" de la vie publique : instaurer des garants (issus des conseils de développement, de la CNDP...) pour chaque rapport d'enquête parlementaire produit de manière à contourner les incursions des groupes de pression
 - Ne plus autoriser plus de 2 mandats aux élus locaux
- améliorer les liens dans le fonctionnement du triptyque Élus/Fonctionnaires/Citoyens:
 - organiser des temps d'échanges contradictoires entre techniciens-experts et citoyens-experts d'usages pour que les élus prennent leurs décisions en connaissance des avis des uns et des autres
 - reconnecter l'élu à ses administrés et en particulier à ceux qui se sentent exclus du projet de société (jeunes, populations des quartiers prioritaires, « invisibles »...)

ÉLECTIONS / VOTATIONS

- prendre en compte le vote blanc, même si cela signifie de nombreux tours éventuels pour atteindre la majorité
 - les pour : permet une prise de position des électeurs qui ne se reconnaissent dans aucun des programmes proposés par les candidats
 - il est proposé d'associer la part des votes blancs à un nombre de sièges équivalents qui seraient occupés par des citoyens tirés au sort
 - les contre : complexifie la mise en place de nos représentants, on prend le risque d'organiser de nombreux tours d'élection avant qu'un candidat et son projet n'atteignent la majorité des voix
- rendre le vote obligatoire (sanctions financières...)
- mettre en place le vote électronique :
 - les contre :
 - symbolique forte de la mise du bulletin dans l'urne pour les plus anciens
 - crainte concernant la sécurité de la prise en compte des votes
 - ne règle pas le problème de l'information dispensée en présentiel lors des réunions publiques qui permettent les débats contradictoires et les questions aux candidats sur leur projet

- les pour :
 - le numérique est entré dans le quotidien des plus jeunes
 - les banques ont suffisamment sécurisé leurs sites, il doit être possible de garantir la sécurité des votes électroniques pour garantir le processus démocratique
 - permettrait d'organiser les élections en semaine
 - permettrait l'économie du coût de l'organisation des bureaux de vote
- autoriser le droit à l'expérimentation de manière à pouvoir recourir à une forme de modification des décisions municipales, d'une loi etc.
- étudier l'opportunité du vote des populations issues de l'immigration hors UE, qui travaillent, vivent et s'acquittent de leur devoir devant l'impôt sans, aujourd'hui, se voir associés à la vie politique locale
- en appeler à des référendums pour des questions locales, démarche qui doit être accompagnée d'une information neutre, bien en amont du vote, avec des temps de débats contradictoires... bien expliciter les règles de prise en compte des résultats

INSTANCES DE PARTICIPATION

- rappeler les droits et les devoirs des citoyens, donner de son temps aux autres, respecter les valeurs de la République :
 - éduquer dès le plus jeune âge, et tout au long de la vie, à l'esprit critique, aux échanges contradictoires bienveillants, à la participation à la vie de la cité...
- avoir accès à plus d'informations, statistiques notamment, concernant les périmètres sur lesquels elles doivent travailler (quartier, commune, intercommunalité...)
 - instaurer des temps réguliers d'échanges avec l'exécutif de la collectivité, institutionnaliser les retours des services et des élus sur les contributions produites par les citoyens
- bénéficier d'un accès facilité et simplifié aux documents institutionnels produits sans en faire la demande au préalable :
 - avoir accès à des documents lisibles, compréhensibles par le plus grand nombre
 - utiliser des intermédiaires tels que les associations (ATD 1/4 Monde le fait parfois) ou pour les collectivités les plus aisées des "médiateurs" de terrain (interlocuteurs réguliers et sur le long terme) pour aider à la compréhension de documents, des projets à l'échelle d'une rue, d'un quartier
- élargir le rôle purement consultatif des instances participatives à des fonctions de garant, d'évaluation, de contrôle, de co-gestionnaire...
 - s'acculturer à ces nouvelles fonctions auprès des services et structures de contrôle officielles (Cour des comptes etc.)
 - utiliser plus largement les budgets participatifs : à l'échelle d'un quartier, ils permettent d'assurer une bonne compréhension mutuelle des services et des citoyens sur le projet de vie de la population en lien avec les aménagements de la ville
- écarter le sentiment que les personnes qui siègent dans les instances participatives sont "acquiesces" à la majorité qui les a mises en place :
 - rendre les méthodes de "recrutement" plus transparentes, informer la population du rôle des instances participatives (dès le plus jeune âge à l'école), diversifier les canaux de communication (autre que flyers dans les boîtes aux lettres...)
 - intégrer une part de tirage au sort
 - diversifier les canaux d'information et d'appel à candidatures (via les outils numériques)
 - s'assurer de la diversité d'âge, d'origine sociale et culturelle, de la parité dans ces instances

Comment faire évoluer l'organisation de l'État et des services publics pour les rendre plus proches des Français et plus efficaces ?

JEUNES

- répondre aux besoins des jeunes pour financer des formations ou pour accéder à un 1er emploi (voiture/logement....)
 - abaisser l'âge d'accès au RSA à 18 ans
 - inventer un revenu minimum
 - développer l'aide à l'obtention du permis
 - faciliter la mobilité en développant la gratuité des transports, des systèmes de covoiturages
 - promouvoir le service civique, premier pas vers l'emploi et la découverte de l'entreprise
 - renforcer les contrats aidés

PERSONNES ÂGÉES

- se donner les moyens humains et financiers de maintenir les personnes âgées à leur domicile :
 - valorisation du travail d'aide à la personne (revoir les conventions collectives)
 - formation des personnels
 - matériel à domicile disponible
 - créer des points de rencontres, des résidences intergénérationnelles pour le bien-être et l'équilibre mental
 - inventer de l'habitat « participatif » permettant une prolongation de l'autonomie des plus âgés sans affection invalidante, et une mutualisation des services médicaux, de confort...

SERVICES DE PROXIMITÉ

- clarifier les compétences pour un besoin de plus de transparence.
- faire de la mairie le 1er lieu d'accueil de proximité, et d'orientations vers les bons interlocuteurs
- travailler sur l'information, la coordination des services, l'accompagnement (moyens financiers et humains) pour l'accès aux droits (les personnes ignorent souvent ce à quoi elles peuvent prétendre comme aides)
 - investir dans les outils numériques : pédagogie, aide financière pour le matériel ...
 - ouvrir dans toutes les mairies des espaces avec ordinateurs à disposition et une aide en cas de demande
 - réimplanter des services de proximité, répandre les points multiservices en partenariat avec le privé (épicerie/banque, poste/service à la personne...) pour des amplitudes horaires mieux adaptées aux besoins
 - mieux coordonner les services de proximité
 - faire revenir les écrivains publics pour accompagner et aider dans toutes les démarches de la vie
- repenser l'accès aux services
- mutualiser les services de proximités (police municipale, petites enfance lieu de travail/lieu d'habitation au choix...), supprimer les doublons

- développer des maisons d'accueil généraliste (droit, santé, administration...) (guichet unique) pour résoudre plus rapidement , réorienter le cas échéant, mieux répondre à la question des citoyens "Que dois-je faire ?"
- simplifier le mille feuilles administratif et définir clairement les compétences : Etat/Région/Départements/Métropole/Commune, les administrés sont dans le flou
- proposer des services civiques pour la formation des citoyens
 - faire connaître la structure de la société
 - rencontrer l'autre
 - les premiers secours
 - respect de la femme et de l'autre
 - la liberté : savoir ce qui n'est pas interdit

SANTÉ : Réorganiser les services de santé et faciliter l'accès au soin pour une meilleure justice sociale

Déserts médicaux

- développer des "offices de santé" à l'image des offices de tourisme qui puissent renseigner et donner de l'information sur les différents besoins et services existants sur un territoire et leur accès, faciliter la prise de rendez-vous et l'accès au médecin, raccourcir les délais pour une meilleure prévention
- Créer des lieux de première urgence avec du personnel dédié et formé, consultation gratuite : droit de tirage une fois / ... pour les personnes à faible revenu
- Inciter les jeunes diplômés en médecine à intervenir dans les zones les moins denses en personnel de médecine (temps partiel, contrat ...)
- développer la télémedecine pour les territoires les plus éloignés/ruraux...
- promouvoir les associations, les structures participatives pour accompagner administrativement et humainement les personnes en souffrance
- Maintenir les petits hôpitaux pour la qualité de vie dans les territoires ou mettre en place des maisons de santé

Démographie des professionnels de santé

- faire face aux manques de spécialistes dans certains domaines (ex ophtalmologues) délester vers d'autres professionnels de santé en informant le public des diverses alternatives comme les opticiens.. Veiller à ce que le remboursement soit rapide effectif
- adapter les centres de soins à l'environnement/aux besoins spécifiques dans lesquels ils se trouvent
- urgences médicales : développer le modèle des bains douches de Nancy pour rassurer et désengorger les hôpitaux; d'autre part augmenter l'envergure des urgences lieu unique d'accueil, délester les urgences de la bobologie (gratuité des urgences encombrement des urgences !)
- financer des médecins salariés (fiscalité locale) pour le premier accueil du public
- pour pallier les déserts médicaux, donner un salaire aux étudiants pendant leurs études en contrepartie d'une affectation en zones rurales (contrats)
- développer la télémedecine en zone rurale et peu dense
- alléger la charge administrative des médecins : développer les maisons médicales mais quid dans les zones peu denses !
- fiscalité locale peut être mobilisée pour financer une maison médicale, premier maillon de l'accès au soin pour les administrés

Comment rendre notre fiscalité plus juste, plus efficace, plus compétitive et plus lisible ?

FISCALITÉ

- harmoniser la fiscalité dans l'Union Européenne pour retrouver, garder, des emplois en France
- contrôler l'efficacité dans l'utilisation de l'argent public, faire appel à des cabinets de contrôle privé (efficacité de la cour des comptes ?)
- expérimenter à l'échelle de la Métropole la baisse de la taxe foncière et d'habitation et mettre en place une taxe basée davantage sur la valeur du bien que sur la valeur de la location.
- si la Métropole lève l'impôt les conseillers communautaires doivent être élus au suffrage universel direct
- revoir les dotations de l'Etat pour mieux irriguer les petites communes et financer les services de proximité.
- réduire drastiquement la TVA sur les produits de première nécessité, en contrepartie, augmenter les taxes sur les produits dits « de luxe »
- supprimer la TVA sur les fluides (eau, gaz, électricité...) par ailleurs déjà taxés
- revoir les taxes des TPE, PME et SCOOP qui ont des effets vertueux directs sur la création de richesse et d'emplois sur le territoire

SERVICES PUBLICS

- penser des tarifications des biens communs (eau, gaz, électricité...) qui permettent à tous une vie digne par une progressivité des tarifs en fonction des volumes consommés.
- imaginer une variation des abonnements aujourd'hui fixes en lien avec la consommation des ménages pour encourager les économies d'énergie etc.

AIDES SOCIALES

- revaloriser les montants des aides à la personne pour les PMR de manière à valoriser des métiers dans le cadre des emplois de service. Développer et financer une offre d'accompagnement étendue aux loisirs, à des activités culturelles...
- calculer les seuils d'accès aux aides de façon plus humaine, adaptés aux situations personnelles des plus fragiles. Lutter contre le phénomène des « travailleurs pauvres » et des restes à vivre indécents.
- expérimenter le salaire universel

5- Conclusion

Ce Grand Débat National a donné la parole localement à des personnes ou groupes de personnes qui ne se sentaient plus entendus (les « plus silencieux, qui ne se manifestent jamais à part dans les urnes. »).

Au départ de l'action, la soudaineté de la proposition du Président de la République de confier aux Maires l'organisation de débats sur leur territoire a provoqué deux sortes de réactions : une d'adhésion en mettant rapidement en place des rencontres avec les citoyens, l'autre de distanciation, confiant aux volontaires l'organisation des débats.

Sur le Bassin de vie de Nancy, de nombreuses initiatives locales ont émergé, pour certaines sans toutefois d'idées précises concernant leur organisation. Le Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy, en lien avec l'association d'acteurs du développement local, Citoyens et Territoires Grand Est, a proposé une méthode d'animation et de recueil des expressions qui a reçu l'adhésion du Président de la Métropole du Grand Nancy. De nombreux maires nous ont ainsi sollicités pour co-animer les débats locaux, et nous ont manifesté leur confiance en nous permettant d'expérimenter l'ouverture et la prolongation des débats sur une plateforme numérique de CartoDÉBAT, en nous donnant la possibilité d'exploiter leurs données.

L'enthousiasme et la mobilisation des citoyens interrogés, présents ou inter-agissants à distance, ont été très importants. Les règles de bienséance, de fraternité, et de « savoir-vivre » ont fait partie d'un accord « tacite ». La majorité des personnes souhaitant s'exprimer a pu le faire dans cet espace commun qui repose sur des valeurs citoyennes et républicaines partagées. On ne peut que regretter l'absence, de ceux qui ne partagent pas ce cadre ou ces valeurs et dont la parole n'a pas pu être entendue.

Les Conseils de développement en tireront les leçons pour faire évoluer leurs méthodes et leur composition.

Le présent document est un point d'étape pour répondre au délai imposé du 15 mars 2019. L'analyse plus complète du foisonnement des expressions recueillies va faire l'objet d'une prochaine contribution. La plateforme de débat numérique de CartoDÉBAT restera ouverte jusqu'au 30 avril pour permettre de prolonger la dynamique vertueuse qui s'est engagée. Cela va aussi permettre de proposer un outil de jugement majoritaire et de présenter au vote de tous l'ensemble des propositions issues de la Manufacture des Solutions.

En conclusion, cet exercice a été l'occasion de démontrer la pertinence et l'adaptabilité des Conseils de développement, outils de la République au service du Commun. Ils sont des lieux réellement apaisés de participation citoyenne, capables de méthodologies efficaces pour mener des réflexions complexes, à la bonne échelle pour les citoyens : le bassin de vie.

Ce « tricoté fin » de la démocratie territoriale que les Conseils de développement permettent, est une franche opportunité.

Il nous faut, maintenant, relier les réflexions de l'ensemble des instances de participation, et permettre, dans un *continuum* de qualité démocratique souple et efficace, l'écriture du nouveau contrat social que le Citoyen appelle de ses vœux.

REMERCIEMENTS

Les membres du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy, et l'équipe technique, pour leur expérience et leur savoir-faire, qui ont donné de leur temps pour animer, contribuer, participer, assurer le rayonnement de cette expérience démocratique

L'équipe de CartoDÉBAT pour son expertise, sa disponibilité, son inventivité et la mise en œuvre d'un outil innovant et adapté

Les experts qui nous ont accompagnés, Elodie Mielczareck, Sémiologue comportementaliste, et Hervé Marchal, Sociologue, garants de la démarche

L'équipe de Citoyens et Territoires Grands Est, pour son expertise dans l'animation et sa connaissance des acteurs démocratiques du territoire

Les partenaires :

Le Conseil de la Vie Etudiante de la Métropole du Grand Nancy

Les radios locales Radio Caraïb Nancy, Fajet et Radio Campus

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

La structuration locale des Gilets Jaunes du 54

Les Communes et Conseils citoyens de la Métropole et du Bassin de vie de Nancy qui nous ont fait confiance :

Bouxières-aux-Chênes

Fléville-devant-Nancy

Heillecourt

Houdemont

Jarville-la-Malgrange

Malzéville

Pulnoy

Conseil citoyen des Nations à Vandœuvre



Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy
22/24 Viaduc Kennedy
CO 80036
54035 Nancy Cedex